

MAYALL, James (dir.). *The New Interventionism 1991-1994*. New York, Cambridge University Press, 1996, 248 p.

Raúl Bernal-Meza et Mauricio Llaver

Volume 29, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703965ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703965ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernal-Meza, R. & Llaver, M. (1998). Compte rendu de [MAYALL, James (dir.). *The New Interventionism 1991-1994*. New York, Cambridge University Press, 1996, 248 p.] *Études internationales*, 29(4), 986-989.  
<https://doi.org/10.7202/703965ar>

Ainsi dans le cas du conflit en ex-Yougoslavie – comme le suggère Shehadi, la même analyse vaut sans doute pour d'autres conflits – une résolution pacifique et sécuritaire ne pourra sans doute survenir que dans le contexte d'une représentation plus flexible et partagée de la souveraineté permettant de réconcilier autant que faire se peut, souveraineté et autodétermination sans pour autant entraîner l'éclatement de l'État. Enfin, s'attardant à un cas type d'érosion de la souveraineté, Miranda A. Schreurs explore dans son texte, « Conservation, Development, and State Sovereignty: Japan and the Tropical Forests of Southeast Asia », les difficultés qui entourent toujours la conclusion d'accords internationaux portant sur les questions environnementales et tout particulièrement concernant les biens communs. Ainsi, bien que les questions environnementales soient peut-être les moins susceptibles d'être résolues à un niveau strictement national, l'importance de la souveraineté des États – notamment dans le cas de plusieurs pays qui comptent justement sur la présence d'un État fort pour encourager le développement économique – joue ici aussi un rôle crucial qui tend à limiter considérablement les possibilités d'accords.

Bien que chacune des contributions rassemblées ici soient de grande qualité et qu'elles puissent certainement être lues avec profit par ceux qui s'intéressent à la problématique de la souveraineté dans le contexte des transformations contemporaines qui agitent la scène internationale, le mélange qu'elles constituent ne lève cependant pas et la cohésion de

l'ouvrage lui-même en souffre incontestablement. Ainsi, si plusieurs thématiques ressortent effectivement des analyses – notamment le contenu idéal de la souveraineté ainsi que la place centrale qu'occupe toujours l'État en dépit de son apparente érosion –, elles ne sont que partiellement et trop rapidement explorées dans l'introduction de l'ouvrage et aucune conclusion ne vient les approfondir par la suite. Par conséquent, l'interrogation implicite de l'ouvrage – du moins celle que suggère le sous-titre du livre, « Change and Persistence in International Relations » – est simplement posée comme une évidence ne demandant pas que l'on s'y attarde. De ce fait, et comme cela est malheureusement trop souvent le cas des ouvrages collectifs, les parties valent ici mieux que la somme.

Jean-François THIBAUT

Département de science politique  
Université d'Ottawa, Canada

### **The New Interventionism 1991-1994.**

MAYALL, James (dir.). *New York,*  
*Cambridge University Press,*  
1996, 248 p.

Le Nouvel Ordre Mondial, si fréquemment invoqué, a-t-il signifié la porte ouverte pour que les Nations Unies développent de nouvelles formes d'interventionnisme dans les pays considérés problématiques pour la stabilité du système international de l'après-guerre froide? Voici le livre *The New Interventionism 1991-1994* pour démontrer que ce nouveau rôle n'est pas une tâche si facile. Dans ses 238 pages, qui incluent de nombreuses annexes avec des informations très utiles, le livre édité par James Mayall

passé en revue les expériences des missions de l'ONU au Cambodge, dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie.

Dans chaque cas, les auteurs centrent leur attention sur le problème de la planification et de la mise en place adéquates des mandats de l'Organisation. Selon l'éditeur, l'intention de l'ONU vise à chercher des solutions pour les pays en conflits internes déchirants, à travers ses modalités de *peace-keeping* et *peace-enforcing*. Le résultat : souvent des échecs fracassants (de différentes intensités), du fait d'un cumul de circonstances complexes. La grande question de savoir est comment il faut préparer les missions futures – au cas où il serait considéré nécessaire de les répéter – et éviter les erreurs des cas étudiés dans ce volume.

Le cas du Cambodge – étudié par Mats Berdal et Michael Leifer – a été la plus importante expérience de *peace-keeping* développée par l'ONU jusqu'à ces toutes dernières années (1992-1993), dans un contexte très difficile : plus de vingt ans de conflit interne, qui incluent un génocide de dimensions colossales (celui des Khmères Rouges du leader récemment décédé Pol Pot), une invasion par une puissance étrangère (le Vietnam) et une identification floue et prolongée de l'identité de ceux qui contrôlaient vraiment le pouvoir dans le pays.

Deux grands obstacles ont conspié contre le succès de l'intervention multilatérale. Le premier fut le manque de collaboration de la part des différentes factions cambodgiennes, le second le manque d'équipements, d'expérience et de connaissance de l'UNTAC (United Nations Transitional Authority in Cambodia) sur la situa-

tion du pays. Selon les auteurs, il y a eu des pannes dans le commandement, le contrôle et les communications (en particulier dans le contrôle des organismes de sécurité locaux) ; il s'y ajouta une avalanche de ressources économiques qui a signifié des différences énormes de revenu entre les membres de la mission et la population du pays, et qui, en définitive, finit par augmenter la méfiance des autochtones en éloignant les possibilités d'une interaction culturelle plus avantageuse.

Dans l'ex-Yougoslavie, les choses n'ont pas été beaucoup plus faciles, puisque, comme l'expliquent Spyros Economides et Paul Taylor, il y avait trois importants obstacles pour la mission.

Le premier obstacle consistait à identifier clairement les limites territoriales de l'intervention. Le second, la difficulté de définir la nature de la mission, soit de choisir entre une attitude de *peace-keeping* ou de *peace-enforcing*. Le troisième problème était l'ensemble des politiques, des va-et-vient des multiples acteurs qui appuyaient la mission : les différents gouvernements des États-Unis (Bush et Clinton) et des pays européens, auxquels s'ajoutait la course au leadership.

Comme si tout cela était encore trop peu, le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU a été modifié plusieurs fois durant les différentes étapes de la crise, ce qui a rendu impossible d'évaluer dans quelle mesure chaque étape de cette mission a été, ou non, un succès relatif.

Economides et Taylor décrivent l'extrême complexité du problème en y apportant une profonde connais-

sance des faits. Leurs réflexions tournent autour du débat sur la certitude – ou le manque de certitude – concernant les conditions politiques générales qui peuvent amener, ou non, une organisation multilatérale à intervenir dans un pays. Dans les termes des auteurs, « ...any relaxing of the strict prohibition of intervention in international relations carries with it clear implications for the recognition process. If increasingly there is to be intervention, the global organisation should also have the right to approve states in the first instance, and to de-recognise them if they fall short. If tests to be applied are widened, and applied more explicitly to the rights and welfare of peoples, the global organisation should also have the right to decide upon the justification of a claim to statehood. The reason, as shown by the example of former Yugoslavia, is that it will have to pick up the pieces if that state fails. This is the case for making the recognition of states a global responsibility to be exercised through the UN. Security Council approval would both reflect and enhance its authority. Conversely, it follows that if states cannot accept the transfer to the UN of this traditional prerogative role, then the strict rule of non-intervention cannot be relaxed » (pp. 91-92).

Selon l'étude réalisée par Ioan Lewis et James Mayall, dans le troisième cas analysé, la Somalie, l'ONU s'est trouvée devant des problèmes d'une complexité similaire, mais de nature différente.

D'après les auteurs, l'intervention dans ce pays fut le résultat du nouveau climat créé par la fin de la guerre froide et par le succès de l'interven-

tion de l'ONU en Irak. La Somalie a été le premier cas où une crise aux proportions énormes, tant internes qu'internationales, était considérée une menace pour la paix et la sécurité internationale, ce qui a justifié les mesures de *peace-enforcement* qui ont été adoptées. En même temps, ce cas a donné lieu à un élément intéressant d'analyse pour les théoriciens des relations internationales : le manque d'État (« statelessness »), reconnu comme une menace pour une société internationale composée d'États souverains.

La dimension colossale de la tâche de l'intervention – il a été estimé qu'un million et demi de Somaliens couraient le risque de mourir de faim – avait soulevé une très forte réticence interne aux États-Unis, où les luttes entre les bureaucraties se sont manifestées dans toutes leurs dimensions. Les auteurs signalent que, alors que certaines agences appuyaient l'intervention (le Bureau d'aide en cas de désastre et le Bureau africain du Département d'État), d'autres s'opposaient à une action de leur pays : le Pentagone, d'autres bureaux du Département d'État et la Maison-Blanche elle-même. Mais une fois décidée l'intervention des États-Unis, la réticence a changé d'objet pour concerner, de façon croissante, le nombre d'agents devant être envoyés en Somalie.

Le manque d'expérience et de connaissance de la situation somalienne (les auteurs reconnaissent que très peu de membres de la mission étaient « relativement » bien informés sur la politique locale) a abouti à un résultat désastreux de la mission. Elle n'a réussi ni à obtenir un désarmement réel des différentes factions lo-

cales en lutte ni des concessions significatives de la part des différents leaders somaliens pour avancer vers la paix civile.

Le seul succès que l'on puisse identifier dans cette mission fut d'avoir atténué un peu, au moins de manière éphémère, les souffrances de beaucoup de personnes qui jusque-là n'étaient que des victimes des nombreuses luttes internes. Le bilan que font Lewis et Mayall de cet effort multilatéral est implacable : « inordinately expensive, poorly led and coordinated, and incredibly cumbersome ».

En synthèse, selon l'objectif de son éditeur, ce livre contribue à une meilleure connaissance des difficultés qui existent – et des échecs qui se produisent – dans la réforme de la société internationale après la fin de la guerre froide, en examinant les trois plus importantes opérations dans lesquelles les Nations Unies ont été engagées entre 1991 et 1994. Le livre se termine par un Appendice sur les cas du Cambodge, de l'ex-Yougoslavie, de la Somalie et la Bosnie-Herzégovine ; avec chacun une chronologie, la liste des Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur ces pays et une sélection de textes et documents essentiels, qui ajoutent une information précieuse spécifique à un livre intéressant qui aborde un sujet très peu analysé : celui des nouvelles formes d'intervention multilatérale. C'est un ouvrage idéal pour les universitaires, chercheurs et analystes des relations internationales.

Raúl BERNAL-MEZA  
Mauricio LLAYER

CERIAL, Mendoza, Argentine

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

### **Le commerce international. Théories, politiques et perspectives industrielles.**

NYAHOHO, Emmanuel et Pierre-Paul  
Proulx. Presses de l'Université du  
Québec, Québec, 1997, 804 p.

Cet ouvrage écrit à deux mains est destiné à un large public allant des étudiants de premier cycle aux praticiens. L'hétérogénéité du public visé se manifeste à travers les deux orientations empruntées simultanément dans la rédaction de l'ouvrage. D'une part, la présentation des aspects théoriques du commerce international est précédée d'une brève synthèse des principes de base d'analyse micro-économique, afin de faciliter la tâche des lecteurs qui n'ont pas reçu l'enseignement de la théorie économique standard. D'autre part, l'introduction de la perspective historique ainsi que des acteurs et des mécanismes politiques dans l'analyse, a pour objectif d'établir des passerelles entre la théorie et la pratique que les étudiants désirent voir dans un cours. À cet égard, l'ouvrage présente un double usage ; comme manuel dans le cadre d'un cours d'économie internationale et comme ouvrage de référence aux praticiens qui ont parfois besoin de modèles qui leur permettent de se détacher de la complexité du réel. Afin de renforcer le pouvoir explicatif du contenu théorique et compte tenu de l'hétérogénéité du public visé, les auteurs ont privilégié l'usage de graphiques, en évitant autant que possible les démonstrations mathématiques formalisées qui rebutent certains lecteurs, sans pour autant remettre en cause la rigueur et la pertinence dans